



Munich Personal RePEc Archive

Economy, order and social control: the maoist case

EL KAROUNI, Ilyess

Laboratoire d'Economie Dionysien (LED)

18. June 2008

Online at <http://mpa.ub.uni-muenchen.de/9229/>

MPRA Paper No. 9229, posted 18. June 2008 / 22:53

Economie, ordre et contrôle social : le cas maoïste

Ilyess EL KAROUNI
LED-Université Paris 8

E-mail : ilyess.el-karouni@univ-paris8.fr

Résumé

Face à une population civile hétérogène, l'action du Parti Communiste Chinois (PCC) peut être appréhendée sous l'angle de l'action collective. Selon le soutien apporté au PCC, on peut diviser la population en deux groupes. Le premier a intérêt à l'action du nouveau gouvernement qui doit alors l'empêcher d'adopter l'attitude dite du "passager clandestin". Le second y est défavorable et le PCC doit alors prévenir de sa part toute velléité d'obstruction. Dans ces conditions comment, pour les dirigeants chinois, construire un nouvel ordre tout en bénéficiant, sinon de la coopération, du moins du "silence" de la population ? La coercition, la satisfaction des intérêts d'une partie de la population et surtout l'idéologie sont des solutions. En effet, les gens peuvent agir collectivement s'ils ont un cadre interprétatif commun, autrement dit une idéologie commune. Divers éléments de ce que Lindblom qualifie de "système préceptoral" sont alors mis en œuvre. Certes, la coercition et l'octroi de faveurs sont aussi utilisés pour réguler le nouvel ordre en cours de formation. Mais, celui-ci repose en fait essentiellement sur l'éducation, la persuasion, l'endoctrinement. Comme le montre l'épisode du Grand Bond en avant, les incitations idéologiques remplacent alors les traditionnelles incitations économiques que cristallisent les contrats et les droits de propriété.

Abstract

Faced with a mixed civilian population, the action of the Chinese Communist Party (CCP) can be grasped in the light of collective action. According to its support to the PCC, we can divide up the population into two groups. The first has an interest in the action of the new government which must then prevent the attitude known as "free-riding". The second is unfavourable and the CCP must prevent it to be obstructive. In these conditions how the Chinese leaders can build a new order while enjoying, if not the cooperation, at least the "silence" of the population? Coercion, satisfaction of the interests of a portion of the population and in particular ideology are solutions. Indeed, people can act collectively if they have an interpretative framework, or in other words a common ideology. Various elements of what Lindblom calls "preceptoral system" are implemented. Admittedly, coercion and granting favors are also used to regulate the new order in formation. But it rests essentially on education, persuasion, indoctrination. As the episode of the Great Leap Forward show, ideological incentives replace the traditional economic one that are crystallized in contracts and property rights.

Classification JEL : N45, P35

Mots-clés : Action collective, coercition, intéressement, idéologie, Grand Bond en avant

Keywords: Collective action, coercion, incentive, ideology, Great Leap forward

Introduction

La révolution chinoise a cherché à ériger un ordre nouveau basé sur les préceptes marxistes. Or, cette volonté de changement systémique peut être appréhendée sous l'angle de l'action collective. Dans cette entreprise, le Parti Communiste Chinois (PCC) a en effet besoin de bénéficier de la coopération des masses s'il veut pouvoir mettre en application ses réformes. Selon He Yong (1992), le programme du PCC ayant su capter les masses, elle a pu être obtenue grâce à la confiance témoignée par la population. Néanmoins, quoique pertinente, cette analyse occulte deux autres dimensions de l'action du PCC : la coercition et l'idéologie. Tous deux sont aussi d'efficaces moyens de contrôle social. En fait, à la fois la coercition, l'intéressement et l'idéologie furent mobilisés par le pouvoir pour faire respecter les règles qu'il a édictées. Plus exactement, la stabilité de l'ordre maoïste dépendait de l'arbitrage entre ces trois solutions.

Notre démonstration se fera en six étapes. Nous commencerons par montrer plus précisément en quoi la révolution chinoise renvoie à un problème d'action collective (1). Ce dernier peut certes être résolu par la coercition et la satisfaction d'au moins une partie de la population (2) mais aussi par l'idéologie et la prise en compte des systèmes de représentations (3). C'est pourquoi nous introduirons l'idée d'idéologie pratique (4) que, *via* la propagande et l'endoctrinement, les révolutionnaires chinois se sont efforcés d'ancrer dans le cœur et l'intellect de la population (5). Finalement, l'épisode du Grand Bond en avant illustre de manière prégnante les choix auxquels doivent faire face les autorités maoïstes (6).

1. La révolution chinoise : un problème d'action collective

La formation et la pérennisation d'un ordre renvoient à un problème d'action collective incluant dans le cas qui nous occupe le PCC et la société civile. Nous pouvons comprendre le défi auquel est confronté la Chine communiste en l'abordant sous l'angle du pouvoir monopolistique du PCC. En effet, souhaitant faire passer la Chine de ce qu'on pourrait qualifier de féodalisme au socialisme, il doit composer avec la population pour pouvoir mettre en application ses réformes. Ceci devait donc nécessairement passer par un nivellement des aspirations individuelles et une forme de coopération avec la société civile¹. Dans les régimes démocratiques, le maintien à la tête du pays d'un parti ou d'un individu est conditionné par le soutien électoral que lui apportent les citoyens. En cas de défaite, il passe dans l'opposition, mais sans pour autant disparaître. Il n'en va pas de même dans les pays communistes dans lesquels il n'y a pas de réelle alternance politique². A l'image des autres partis aux commandes dans ces pays (voir Kornai, 2000), le PCC règne ainsi sans partage. La logique totalitaire du tout ou rien est alors telle que, si, d'une façon ou d'une autre, il perd le pouvoir, alors il disparaît. Il doit donc veiller au "silence" de la société civile. Par silence, Mehrdad Vahabi fait allusion à l'absence de revendications et au fait de cautionner, sinon activement du moins tacitement, les agissements d'une organisation (voir Vahabi, 2004 : 95). L'individu "silencieux" ne fait pas défection et ne prend pas non plus la parole pour exprimer ses désaccords. Dans ce cas, ce silence peut selon nous prendre deux formes : le loyalisme et l'apathie.

¹ Hannah Arendt (1951) ne dit pas autre chose lorsqu'elle affirme que des régimes totalitaires tels que le nazisme et le stalinisme se sont développés en relation avec les masses. He Yong (1992), qui mentionne Arendt explicitement dans son article, défend la même idée.

² Le Parti étant composé de diverses factions et tendances, l'éventuelle alternance politique dépendra du rapport de force entre les factions présentes en son sein. Elle ne sera par conséquent que très limitée.

Défection ("exit"), prise de parole ("voice") et loyalisme ("loyalty") sont des concepts forgés par Hirschman (1970) pour exprimer l'attitude adoptée par les individus vis-à-vis d'une organisation. La défection signifie l'abandon de la relation entretenue avec l'organisation alors que la prise de parole se traduit par une discussion, des doléances, des revendications. L'individu "loyal" est quant à lui celui qui lui reste fidèle et ne souhaite pas interrompre sa coopération avec elle. Mais comme le précise très justement Bajoit (1988), la typologie de Hirschman est en réalité incomplète car elle ne prend pas en compte ce qu'il appelle l'"apathie" et qui est aussi une forme de réaction au mécontentement. Dans ce cas, si l'individu ne manifeste pas son mécontentement, ce n'est pas parce qu'il est satisfait, mais parce qu'il est résigné. Il n'est donc pas loyal. Dans le cas chinois, le PCC doit œuvrer pour que la population ne fasse pas défection et prenne le moins possible la parole. Au contraire, elle doit être silencieuse et donc au minimum apathique, l'idéal étant qu'elle soit loyale.

Ainsi, les ambitions réformatrices du PCC se heurtent au problème de l'hétérogénéité de la population. En schématisant un peu, on peut en effet diviser cette dernière en deux grands groupes. Le premier ne souhaite pas les réformes et le PCC doit l'empêcher de lui nuire. Quelle qu'en soit la raison (par exemple matérielle pour la bourgeoisie ou idéologique pour les intellectuels), cette frange de la population est hostile à l'action du PCC et ne souhaite pas coopérer avec lui. Le second a intérêt aux réformes et le Parti doit donc l'empêcher d'adopter l'attitude communément qualifiée de "passager clandestin" ("free rider"). Ce problème a été étudié par Mancur Olson (1965) qui conteste qu'une coïncidence d'intérêts entre des individus se traduise automatiquement en action collective. Autrement dit, il n'est pas évident que des individus ou des groupes qui auraient intérêt à s'associer pour atteindre un objectif commun, le fassent spontanément. Rationnel, le passager clandestin sait qu'il pourra profiter d'un bien ou d'un service collectif sans avoir besoin d'en acquitter le coût. Les biens et les services collectifs étant non exclusifs (dès qu'ils sont fournis, ils sont accessibles à tous), il ne pourra alors pas être exclu de leur consommation. De même, le gain de l'action collective étant aussi non exclusif, l'individu peut ne pas se sentir forcé de supporter les sacrifices qui lui sont liés. Par exemple, qu'il soit ou non syndiqué, qu'il participe ou non à une grève, il profitera de toute façon des retombées heureuses de ces mouvements, mais sans en avoir supporté les risques. Ce problème peut apparaître dans tous les groupes, même si selon Olson, il existe une différence fondamentale entre les petits et les grands dans lesquels la tentation opportuniste est plus grande. Finalement, dans un cas comme dans l'autre, trois grands moyens de contrôle social sont utilisés : la coercition, l'intéressement et l'idéologie.

2. Coercition et intéressement

On peut tout d'abord citer la coercition comme cause permissive de l'action collective. Cette coercition peut être ou non institutionnalisée, elle peut ou non être exercée par l'Etat. Ici, c'est la crainte de la sanction qui pousse l'individu à s'engager dans certaines actions. Max Weber a longuement détaillé le cas de la violence légale, celle exercée par l'Etat devant par exemple lever des impôts. Il en avait considéré l'usage comme étant coextensif à l'action publique : "*L'Etat contemporain (...) revendique avec succès pour son propre compte le monopole de la violence physique légitime*" (Weber, 1919 [1963] : 100-1, souligné par l'auteur). Mais, dans le cas des pays socialistes, cette violence dépasse la simple coercition légale et prend ouvertement une forme répressive. De fait, la contrainte physique fut largement utilisée pendant la période maoïste, que ce soit durant les Cent Fleurs (1957) ou la Révolution Culturelle (1966-76) ou encore lors des purges régulièrement pratiquées dans le Parti et la population civile. Les personnes considérées comme hostiles au régime et au socialisme, étaient soit éliminées soit envoyées dans des camps de rééducation. Ce type de coercition n'est pas propre à la Chine, l'URSS l'ayant aussi expérimenté. Plus généralement,

les dictatures et régimes totalitaires qu'ils soient ou non d'obédience socialiste, n'ont le plus souvent aucun scrupule à maltraiter physiquement les personnes récalcitrantes¹. Mais, l'usage de la violence physique ne constitue pas la panacée à la faible volonté de coopération des populations. Elle génère des coûts de transaction et des coûts sociaux très élevés tels que les coûts d'information ou de surveillance, les coûts liés aux jugements (même s'il ne s'agit souvent que de parodies de procès). La violence physique suppose aussi l'existence d'une police et/ou d'une armée qui se traduisent elles aussi par des coûts. L'incarcération génère elle aussi des coûts. Par ailleurs, le dictateur ou le parti unique au pouvoir doit continuellement s'appuyer sur certaines organisations comme la police ou l'armée dans son entreprise de punition des opposants. Cette dépendance n'est pas forcément bilatérale, comme le montre l'exemple des pays dont le régime politique fut renversé par l'armée. Pour toutes ces raisons, la violence physique nous semble être un mode de coordination bien aléatoire. C'est pour cette raison qu'il est alors indispensable de considérer d'autres facteurs cohésifs permettant de rendre compte de l'existence d'une action collective.

Une autre solution réside dans l'octroi d'avantages. En effet, si on considère que les individus sont rationnels et qu'ils poursuivent leur intérêt, alors une façon efficace de les amener à coopérer est de faire en sorte que l'action collective soit perçue comme une source de gain. Autrement dit, les avantages doivent apparaître supérieurs aux coûts. *Via* l'attribution de certains privilèges, le parti au pouvoir doit donc chercher à gagner le soutien d'une partie de la population qui devrait le soutenir dans sa politique. Ainsi, dans la Chine contemporaine, les réformes économiques qui se traduisent certes par de la croissance, mais aussi par des inégalités accrues, sont néanmoins soutenues par une frange de la population qui s'est enrichie et qui a intérêt à leur poursuite. Dans la Chine maoïste, les paysans sont indéniablement ceux à qui le programme du PCC était le plus susceptible de plaire. C'est pour cela qu'il a cherché à s'en faire des alliés avant même de prendre officiellement le pouvoir comme nous le verrons plus bas. C'est aussi la position défendue par He Yong (1992). Ce dernier estime que les dirigeants ont pu mener leur politique grâce à la confiance que la population leur a témoignée. Selon lui, avant la révolution, il existait une forte demande de changement social. Plusieurs idéologies entrèrent alors en concurrence pour y répondre. Les communistes furent finalement plébiscités par la population car, cette dernière étant largement pauvre et rurale, leur offre politique (notamment la proposition de redistribuer les terres) était plus à même de la satisfaire. En satisfaisant les revendications paysannes et en apportant avec lui la paix et la stabilité politique sitôt arrivé au pouvoir, le régime a gagné la confiance de la population qui a alors coopéré avec le pouvoir en place. Or, le fait que les agents aient intérêt à l'action collective ne garantit pas que cette dernière ne sera pas inhibée. Marx et les marxistes avaient déjà conscience de ce problème. Le marxisme définit les classes par le rapport qu'entretiennent leurs membres avec les moyens de production. Ces derniers sont détenus par la bourgeoisie qui exploite le prolétariat alors contraint de louer sa force de travail pour survivre. Appréhendant l'histoire sous le prisme de la lutte des classes, l'union du prolétariat est alors pensée comme indispensable pour faire face à la bourgeoisie. Toutefois, malgré l'existence indéniable d'intérêts communs, cette union n'est pas pour autant acquise. Selon son degré de maturité politique, Marx (1847) distinguait en effet la classe "en soi" (qui n'a pas encore conscience d'elle-même en tant que classe) de la classe "pour soi" (dont le degré de conscience est plus élevé)². Ainsi, Lénine (1902) soutenait qu'il ne fallait pas attendre une

¹ Dans les sociétés dans lesquelles la violence physique est bannie de l'espace public, les procédures de normalisation existent aussi. Elles changent seulement de forme et les méthodes d'intimidation sont certes plus policées, mais tout aussi présentes (voir Morin, 1991).

² A ce sujet, il écrivait : *"Les conditions économiques avaient d'abord transformé la masse du pays en travailleurs. La domination du capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi, cette masse est déjà une classe vis-à-vis du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte (...), cette*

hypothétique alliance basée sur les intérêts communs du prolétariat et insistait sur l'importance d'un parti se posant comme avant-garde de ce dernier.

3. Idéologie et systèmes de représentations

C'est pourquoi nous jugeons utile d'insister sur l'idéologie ou plus exactement sur les représentations individuelles et collectives. Comme l'explique North (1981), les gens peuvent agir collectivement parce qu'ils ont un cadre interprétatif commun, une vision commune du monde, dans le cas chinois une même idéologie de ralliement¹. Dans cette situation, les individus restent loyaux même en cas de désaccord et ne se comportent pas en passagers clandestins. Du point de vue de la rationalité individuelle, si on peut en effet concevoir que les individus ne respectent pas les règles lorsque les coûts de l'obéissance excèdent les bénéfices, on ne peut en revanche pas comprendre qu'ils s'y plient alors même qu'ils auraient intérêt à faire défection. Dans de telles situations, la défection est moins coûteuse en temps, effort et peut-être même en argent que la prise de parole. Mais cela ne doit pas nous faire oublier que pour certaines personnes et dans certaines circonstances, la prise de parole peut être une véritable raison de vivre. Loin d'être ressentie comme une corvée ou une attitude coûteuse et inutile, elle peut au contraire être ardemment désirée pour elle-même. C'est pourquoi après avoir exposé sa thèse de la défection et de la prise de parole en des termes plus ou moins utilitaristes (Hirschman, 1970), Hirschman (1974) estime que le caractère dual de la participation aux affaires publiques rend celles-ci quelquefois difficilement appréhendables à travers le prisme coûts/bénéfices. D'un côté, on peut l'interpréter comme la manifestation d'une demande de biens publics. Le problème soulevé par Olson s'applique alors parfaitement ici : même s'il est dans l'intérêt du plus grand nombre d'agir pour se voir octroyer ces biens, il n'est pas impensable que les individus adoptent l'attitude du passager clandestin. Mais de l'autre côté, lutter pour un idéal peut ne pas être ressenti comme étant coûteux, bien au contraire. Dépenser de son temps, de son énergie, de sa personne, de son argent même, prendre des risques : tous ces sacrifices n'en sont pas pour quiconque est habité par un idéal. Bien au contraire, on assiste alors dans ce cas à "*la transformation des moyens en fins et des coûts en bénéfices*" (Hirschman, 1974: 10). Ce qui aux yeux de la plupart des gens peut être ressenti comme fastidieux ou inutile est dans ce cas plaisant et gratifiant. C'est vrai notamment pour les causes politiques, religieuses, le combat pour certaines causes civiques, le fait de donner son sang, le fait de voter, le fait d'aider financièrement les gens défavorisés et bien d'autres causes encore. Dans toutes ces situations, il serait aisé pour l'agent d'adopter l'attitude du passager clandestin, mais on ne peut que constater que de nombreuses personnes donnent spontanément leur sang, que de nombreuses personnes se déplacent pour voter alors même que l'utilité marginale d'un vote est infinitésimale (il est infiniment peu probable qu'un bulletin de vote soit déterminant en lui-même lors d'une élection de grande ampleur), que

masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même. Les intérêts qu'elle défend deviennent des intérêts de classe. Mais, la lutte de classe à classe est une lutte politique" (Marx, 1847 [1977] : 177-8, nous soulignons).

¹ Nous ne défendons pas ici la thèse selon laquelle l'idéologie seule permet de générer des comportements qui, sans elle seraient purement opportunistes. Comme le fait très justement remarquer Olson (1965), des éléments affectifs (comme le patriotisme), idéologiques, culturels ou religieux entrent en ligne de compte dans l'adhésion aux organisations. Or, l'Etat (qui est probablement la plus grande d'entre elles) ne peut pas compter sur le seul patriotisme pour pouvoir lever des recettes, indispensables au financement des biens publics. Aucun Etat n'a encore pu financer ces derniers grâce aux seules contributions volontaires. Tous sont obligés de lever des impôts en sanctionnant les personnes refusant de s'y soumettre. Ici, la dimension idéologique ne suffit pas à expliquer le respect d'une norme. Ni la demande de biens publics tels que ceux financés par l'Etat, ni la dimension affective de l'attachement au symbole du patriotisme ne permettent d'expliquer pourquoi la majorité des ménages payent leurs impôts. Nous nous trouvons là face à un cas de passager clandestin qui est surmonté grâce à la coercition, en l'occurrence la coercition légale de l'Etat.

nombreux sont ceux qui manifestent pour protester contre telle ou telle injustice. Toutes ces personnes ne sont pas mues par la recherche de l'intérêt individuel puisque dans tous ces cas, cela leur coûte plus d'accomplir ces actions que de s'en abstenir. Néanmoins, elles agissent toutes pour ce qu'elles estiment être le bien commun et font des sacrifices dans ce sens. Comme l'explique North (1981: 46), on voit donc que les fonctions d'utilité individuelles sont bien plus complexes que l'image qu'en donne la théorie néoclassique¹. C'est pourquoi nous estimons indispensables d'élargir l'analyse à toutes sortes de comportements guidés par des référents axiologiques, certaines dispositions idéologiques, culturelles ou éthiques permettant en effet d'éviter les comportements du type passager clandestin.

L'insistance sur les représentations et les valeurs individuelles et collectives n'est pas anodine. De fait, dans toutes les sociétés, même les plus tolérantes et les moins répressives, il existe une certaine sclérose idéologique, un indéniable conformisme cognitif. Véritable "pli" culturel, l'imprinting culturel est ainsi l'empreinte indélébile marquant l'être humain et conditionnant très fortement ses représentations du monde (Morin, 1991). Cet imprinting est quelquefois entretenu par des efforts conscients de "normalisation" visant à dissuader les individus de se rallier à des paradigmes concurrents. Une fois parvenus au pouvoir, les révolutionnaires chinois ont ainsi déployé toutes sortes d'efforts pour faire en sorte que l'imprinting culturel de la population soit marqué par l'idéologie maoïste. Les Chinois ne devaient voir que ce qu'elle les autorise à voir, n'écouter que ce qu'elle les autorise à écouter, ne réfléchir que comme elle le leur demande, n'agir que dans les limites qu'elle leur fixe. Menée à son terme, cette démarche devrait permettre l'invariance de la structure sociale, économique, juridique et politique à travers laquelle s'exerce le pouvoir communiste. En retour, par un mécanisme rétroactif, l'existence de cette structure ainsi que l'effort de normalisation viennent légitimer et renforcer cet imprinting. Les dirigeants maoïstes semblaient avoir conscience de cela. C'est d'ailleurs cette prédisposition de l'individu à entreprendre des actions pour lesquelles tout donne à penser qu'elles ne doivent pas être entreprises que Mao va exploiter pour le Grand Bond en avant (voir *infra* section 6).

4. D'une culture collectiviste à une idéologie pratique

Par conséquent, les systèmes économiques ne doivent pas être définis en premier lieu par des facteurs politiques (Kornai, 2000) ou par des relations économiques (Marx, 1859), mais plutôt par des éléments culturels. On peut donc appréhender les systèmes économiques socialistes et capitalistes sous cet angle en affirmant que les premiers sont caractérisés par une culture collectiviste et les seconds par une culture individualiste (El Karouni, 2007). Alors que la première est basée sur la redistribution, la seconde est fondée sur la réciprocité. Alors que la première insiste sur le rôle prééminent du groupe ou de la classe, la seconde entend affirmer le primat de l'individu. Par ailleurs, dans les sociétés individualistes, les transactions sont marquées par une grande fluidité et la mise en application des contrats se fait par des organisations spécifiques comme les tribunaux et non par le biais d'institutions informelles. Dans les sociétés collectivistes, du simple fait de la densité des réseaux les traversant, la seule stigmatisation du contrevenant (ou sa menace) peut jouer le rôle de mécanisme de mise en application des règles. À cet égard, la période maoïste fut par exemple marquée par la généralisation de l'autocritique et de la délation. Il fallait traquer, culpabiliser et humilier les adversaires de la Révolution. À l'inverse, dans les sociétés individualistes, les liens communautaires sont beaucoup plus distendus et les relations interindividuelles plus généralisées².

¹ Sur ce point, on pourra consulter Vahabi (2004: 53, 69-74, 190-6).

² Voir Greif (1994) pour un exposé plus détaillé des deux types de culture.

La distinction entre culture collectiviste et culture individualiste est une distinction entre deux types-idéaux. Dans les faits, les groupes humains sont complexes et se caractérisent par un certain dosage de culture collectiviste et individualiste. Ils ne sont pas homogènes et on ne doit pas éluder l'existence en leur sein de sous-groupes dont le fonctionnement interne est guidé par d'autres types de règles que celles prévalant dans l'ensemble de la société. Autrement dit, il peut subsister des institutions "collectivistes" dans la plus individualiste des sociétés, l'inverse étant aussi vrai. Néanmoins, dans le cas de la Chine maoïste, cette dichotomie présente un intérêt heuristique dans la mesure où nous traitons véritablement de la volonté de faire naître ou de renforcer une mentalité ou une culture collectiviste au détriment d'une mentalité ou d'une culture individualiste. Par ailleurs, la culture de l'égalitarisme était bien sûr déjà présente en Chine avant Mao. Mais, en inculquant le marxisme (pendant idéologique de la culture collectiviste) à la population, il a voulu renforcer et orienter à son profit une tendance déjà présente dans la population.

Dans le cas chinois, fidèle à la doxa marxienne, l'idéologie marxiste se décline de deux façons entre idéologie "pure" et idéologie "pratique"¹. L'idéologie pure vient légitimer les idées de l'idéologie pratique. Mais, sans idéologie pratique, une organisation ne peut pas transformer sa vision du monde en une action cohérente. A priori, tous les mouvements révolutionnaires légitiment leur action par une idéologie pure, mais tous n'ont pas forcément, comme les révolutionnaires bolcheviks et chinois, d'idéologie pratique leur apportant des instruments pour l'action. Les communistes chinois utilisent les termes "théorie" (li-lun) et "pensée" (szuhsiang) pour désigner ces deux formes de l'idéologie : pure et pratique. La composante "pure" correspond au marxisme-léninisme, la composante pratique étant quant à elle la "pensée de Mao" (Schurmann, 1968). Joan Robinson (1962) opérait une distinction semblable entre ce qu'elle appelait le "monde de la pensée" et le "monde de l'action". Selon elle, si la question de savoir si l'idéologie peut être éliminée du premier monde se pose, elle ne se pose plus lorsqu'on se place dans le second. On ne peut ériger une société en l'absence d'un consensus sur l'organisation sociétale, consensus exprimé par l'idéologie. Le système socio-économique chinois mis en place après la victoire des communistes découle ainsi de l'idéologie pratique et résulte d'une volonté d'adapter l'idéologie pure à la réalité chinoise.

5. L'expérience maoïste comme mise en oeuvre de l'idéologie pratique

Ici, nous choisissons d'analyser la volonté du PCC de mettre en application la doctrine marxiste *via* l'idéologie pratique maoïste en distinguant la période précédant la prise de pouvoir de celle lui succédant. C'est pourquoi nous nous pencherons tout d'abord sur la guerre révolutionnaire durant laquelle le pouvoir n'est pas encore acquis au PCC. Puis, nous étudierons la période post-révolutionnaire caractérisée par la mise en place d'un dispositif particulier de contrôle social : le système préceptoral. Enfin, cette section s'achèvera par l'expérience de Jean Pasqualini qui, ayant passé sept ans dans les geôles maoïstes, témoigne de l'endoctrinement subi.

La propagande pendant la guerre

Lors de la guerre civile révolutionnaire, le pouvoir n'était pas encore consolidé. Il restait à gagner le soutien de la population, en majorité des paysans pauvres, classe dont Mao reconnaît l'importance et dont il souhaite la sensibilisation aux thèses révolutionnaires. Il s'agit alors de faire son éducation—"*l'éclairer politiquement*" (Mao, 1927 [1955] : 55)- pour

¹ Selon Marx en effet, "*les philosophes n'ont fait qu'interpréter diversement le monde [mais], ce qui importe, c'est de le transformer*" (Marx, 1845 [1974] : 27, souligné par l'auteur).

permettre sa mobilisation. Pour cela, les communistes chinois établissent des bases rouges (l'équivalent des soviets russes, soit des assemblées de paysans et de soldats acquises aux idées révolutionnaires) dans les campagnes. La population est sensibilisée aux thèses marxistes, notamment par le biais de slogans vilipendant l'impérialisme ou encore exaltant la liberté ou "les trois principes du peuple" et expliqués en groupe. La population étant largement analphabète, des affiches colorées, des dessins et la généralisation de la propagande orale suffisent.

L'organisation la plus active dans cette entreprise d'éducation idéologique est l'armée communiste chinoise, dite armée rouge ou encore Armée Populaire de Libération (APL)¹. À la différence de son homologue soviétique, le PCC ne prétend en effet pas être un parti-ouvrier. C'est au contraire un parti qui entretient des liens étroits et assumés avec le pouvoir militaire². Les questions militaires étant subordonnées aux questions politiques, l'APL a donc une mission particulière, différente de celle incombant ordinairement à l'armée. Dans l'action révolutionnaire, Mao lui assigne de nombreuses tâches telles que *"la propagande dans les masses, l'organisation des masses, l'armement des masses, l'aide apportée aux masses en vue de la création du pouvoir révolutionnaire et même des organisations du Parti communiste"* (Mao, 1929 [1955] : 123). Pour pouvoir mener à bien ces tâches, ses membres doivent être fortement imprégnés de la doctrine marxiste et donc avoir une certaine conscience politique. Ceci passe par l'éducation idéologique, éducation qu'ils dispenseront à leur tour dans les villages occupés par l'APL pendant la guerre révolutionnaire.

L'endoctrinement post-révolutionnaire : le système préceptoral maoïste

Comme nous l'avons expliqué *supra*, pour assurer le succès définitif de la révolution socialiste dont la prise de pouvoir n'était qu'une première étape, il importait de bénéficier, sinon de la coopération des masses, du moins de son silence. C'est pourquoi les campagnes de masse sont un élément fondamental du maoïsme. Impulsées par le Parti, elles peuvent consister en des violences physiques ou en des campagnes d'éducation de la population. On retrouve là deux des méthodes de contrôle social évoquées précédemment : la coercition et l'idéologie (la troisième étant l'intéressement). Concentrons-nous sur l'idéologie.

Dans un discours prononcé le 30 octobre 1944, Mao affirme l'importance de la transformation de la conscience des masses. Par ailleurs, en déclarant dans ce discours la nécessité de composer avec elles (*"Deux principes agissent ici : celui des besoins réels des masses (...) et le principe de la bonne volonté des masses"* [Mao, 1944 [1959] : 273]), il reconnaît implicitement le problème du passager clandestin (*"Tout travail exigeant la participation des masses deviendra quelque chose de vide et de formel et aboutira finalement à l'échec si les masses n'ont pas pris connaissance de la nécessité de ce travail, si elles n'ont pas manifesté le désir d'y participer volontairement"* [Mao, 1959 [1959] : 273]). Malgré tout, Mao estime que le peuple chinois a deux atouts : il est pauvre et blanc. Le fait qu'il soit pauvre le prédispose à désirer la révolution. Le fait qu'il soit "blanc", c'est-à-dire vierge de tout *a priori*, le rend plus particulièrement réceptif au changement révolutionnaire : *"sur une feuille de papier blanc rien n'est écrit; on peut y écrire les mots les plus neufs et les plus beaux, on peut y peindre les tableaux les plus neufs et les plus beaux"* (Mao, 1958: 6). De ce fait, le Parti fait aussi preuve d'un certain activisme culturel. Il se mêle d'art et de littérature (voir Mao, 1942). Le socialisme ayant tendance à tout renvoyer au politique, l'art et la littérature ne sont perçus que sous cet angle, comme porteurs d'un message politique. En fait, dans son discours,

¹ En fait, les organisations mobilisées pour la propagande sont au nombre de trois : les unions de paysans, la hiérarchie parallèle (les administrations révolutionnaires clandestines qui s'opposent à la hiérarchie officielle) et l'armée (voir Ellul, 1962). Pour la période révolutionnaire, nous préférons nous concentrer sur l'armée.

² C'est d'ailleurs le PCC qui a fondé l'APL le 1^{er} août 1927.

Mao ne leur dénie pas toute valeur "artistique" ou "littéraire" intrinsèque. Toutefois, même s'il affirme "exiger l'unité de la politique et de l'art", (*"Nous exigeons l'unité de la politique et de l'art, l'unité du contenu et de la forme, l'unité d'un contenu politique révolutionnaire et d'une forme artistique aussi parfaite que possible"*, Mao, 1942 [1959] : 104), le second est en fait subordonné à la première. La recherche de perfection artistique n'est qu'un moyen de véhiculer un message politique. C'est pourquoi, pendant la Révolution Culturelle, au plus fort de la période maoïste de rectification politique, seule la lecture des oeuvres du Président Mao était autorisée, celle des ouvrages de la "bourgeoisie occidentale décadente" étant quant à elle rigoureusement interdite.

Mais pour que les Chinois soient loyaux envers le PCC, il fallait les unir autour d'un projet. Ce que Lindblom (1977) a qualifié de système préceptoral sert justement cet objectif. Par système préceptoral, il entend une entreprise unilatérale de persuasion dans laquelle une petite élite gouvernementale instruit et éduque les masses. Comme toute éducation, l'éducation préceptorale cherche à transformer la personnalité de l'individu, à faire de lui un "homme nouveau", selon la phraséologie officielle. Une bonne partie de l'activité du gouvernement préceptoral est de parler, écrire, écouter et lire, bref de communiquer. Certes, les gouvernements des pays démocratiques dépensent aussi une bonne part de leur énergie à de telles activités. Mais, à la différence des régimes préceptoraux, ils n'ont pas le monopole des tentatives de persuasion : du fait d'une large liberté d'expression, les citoyens sont constamment sollicités par toutes sortes d'organisations (sociales, politiques, économiques ou autres) cherchant à les gagner à leur cause. Par ailleurs, en faisant un large usage de l'émotion et de la morale, le système préceptoral cherche à atteindre l'individu jusqu'au tréfonds de sa personne de façon à obtenir de lui une coopération complète. Tels les parents vis-à-vis de leurs enfants, il veut lui inculquer des valeurs (comme le dévouement, la coopération, l'égalitarisme, le sens du devoir, l'amour du travail, l'autodiscipline, le patriotisme ainsi qu'un certain conservatisme [Lindblom, 1977: 56]). Mais, tout n'est pas qu'émotions, valeurs ou symboles : l'intellect de la population est aussi sollicité. L'action du régime préceptoral vise ainsi à élever son niveau de conscience. Pour cela, il utilise tous les moyens en son pouvoir (affiches, réunions publiques, cérémonies officielles etc.). Il emploie aussi l'autorité et la coercition, mais seulement de façon résiduelle, dans les cas limites où, pour diverses raisons, la persuasion ne serait pas possible (il peut toujours exister des personnes absolument rétives, des "irréductibles") ou trop coûteuse en temps et en énergie.

L'éducation préceptorale fut le principe fondamental de la Révolution Culturelle (1966-76). Sous la houlette du PCC, on assista alors à une abolition de la frontière entre sphère privée et sphère publique au sujet de laquelle certains (comme Arendt, 1951) ont utilisé le terme de totalitarisme. Le processus de persuasion fut alors permanent et à grande échelle. Tous les moyens de communication furent utilisés et mis au service de l'endoctrinement : presse, radio, déclarations publiques, affiches, assemblées publiques, enseignement, célébrations publiques et cérémonies. La diffusion du *Petit Livre Rouge*, recueil de textes et de citations du Président Mao, fut aussi un des principaux véhicules de cette éducation préceptorale. Les pensées de Mao étaient étudiées et déclamées dans tous les lieux où pouvaient se réunir les Chinois tels que l'armée, les écoles, les usines, les boutiques, les communes, les champs. La persuasion fut encore plus insidieuse en allant même jusqu'à employer la critique et l'autocritique publiques comme outils de raffermissement des idées maoïstes. Les individus se critiquent les uns les autres et acceptent en retour qu'on fasse de même avec eux. Ils répètent à l'envi les mêmes litanies, se flagellent verbalement. Ceci est encore plus vrai pour les personnes aspirant à intégrer le Parti. Tout individu dans cette situation se doit d'être irréprochable en particulier au niveau de sa façon de penser. Le Parti se charge de constituer un dossier sur lui. Il doit ensuite lors de réunions en petit comité raconter tous les détails de sa vie publique et privée. Le groupe le critique alors de façon véhémement sur ses fautes passées pour enfin l'aider à

adopter une attitude (au sens que donne la psychologie sociale à ce terme, soit les positions ou opinions adoptées vis-à-vis de certaines problématiques) "correcte". Après cette épreuve qui a dans une certaine mesure valeur de rite initiatique, l'individu, dépersonnalisé, peut enfin adhérer au PCC¹.

Mao a aussi tout mis en oeuvre pour obtenir l'appui des intellectuels. Tout d'abord, certains d'entre eux se sont vus octroyer des fonctions honorifiques comme des sièges à la Conférence politique consultative du peuple chinois ou encore des postes de députés à l'Assemblée Nationale Populaire. Mais finalement, après les "Cent Fleurs", la plupart d'entre eux furent sommés de participer à des groupes d'études ou de retourner à l'école pour être rééduqués. En 1957, lors des Cent Fleurs, Mao leur donna la parole (que "cent fleurs s'épanouissent et que cent écoles de pensée rivalisent"). Ces derniers ayant joué le jeu de la critique, une violente répression anti-droitière fut déclenchée pour combattre les opinions contradictoires. Mao a ensuite tout mis en oeuvre pour empêcher les Chinois d'avoir d'autres représentations que celles qu'il a autorisées, ce qui aurait pu mettre en péril sa suprématie au sein du PCC et sa légitimité comme dirigeant. Cela est tout à fait caractéristique des régimes totalitaires qui contrôlent dans ce but tous les aspects de la vie politique, sociale, économique et culturelle, bref toutes les dimensions de l'activité humaine.

L'endoctrinement dans les camps de travail : l'expérience de Jean Pasqualini

La propagande et l'endoctrinement ne sont pas absents des camps de travail. Le *Lao Gai* – forme abrégée de *Lao Dong Gai Zao* ou "réforme par le travail" – est ainsi un bon exemple d'encadrement préceptoral. L'effort de légitimation du pouvoir, d'éducation de la population et de contrôle social assuré par le régime y est particulièrement visible. C'est ce qui ressort du témoignage de Jean Pasqualini (nom occidental de Bao Ruo-wang) qui a passé sept ans dans les prisons et les camps de travail chinois (Pasqualini, 1975). Ce témoignage révèle d'ailleurs trois des ingrédients du système préceptoral : le paternalisme de l'Etat, la volonté de persuasion et enfin une certaine tonalité religieuse des discours.

Du fait de sa nature préceptorale, l'Etat socialiste exerce vis-à-vis des prisonniers une attitude paternaliste : "*Vis-à-vis de l'Etat, nous nous trouvons dans un rapport d'enfant à parent, plutôt que d'adulte à adulte comme il est de tradition dans la jurisprudence occidentale. L'enfant doit placer son entière confiance dans le parent, parce qu'il n'a pas d'autre choix*" (Pasqualini, 1975 : 55). Officiellement, le gouvernement ne cherche pas tant à punir ses opposants qu'à leur donner la possibilité de s'amender. L'incarcération est de ce point de vue présentée comme une faveur qu'il fait à des individus dont l'esprit a été pollué par des idéologies bourgeoises. Ce paternalisme légitimé vient en retour légitimer les efforts de persuasion les plus intenses. La comparaison avec la relation parents-enfants est significative : les parents apportent secours et protection à leurs enfants. En même temps, ils sont chargés de les éduquer, la famille étant le plus souvent la première instance de socialisation qu'ils connaissent, celle qui va marquer le plus fortement leur imprinting culturel. Sauf cas particuliers, les parents jouissent donc d'une légitimité absolue en ce qui concerne leur éducation. Il en va de même pour l'Etat socialiste vis-à-vis de la population.

La volonté de persuasion est de surcroît omniprésente dans le quotidien des prisonniers. Pasqualini rapporte par exemple qu'il a eu droit dès son premier jour d'incarcération à un discours d'admonestation d'un autre prisonnier. Dans les prisons chinoises, il est en effet courant que l'éducation des détenus soit assurée par d'autres détenus. Ce faisant et non sans emphase ("*tu devras avouer tes crimes*", p. 34), l'objectif explicitement affiché par les

¹ Ceci était vrai avant le lancement des réformes après la mort de Mao. Les choses sont aujourd'hui quelque peu différentes, le Parti étant désormais beaucoup moins regardant sur l'attitude idéologique des postulants allant même, depuis 2001, jusqu'à accepter en son sein les entrepreneurs privés.

responsables de la prison et énoncé par les prisonniers est de transformer les individus en profondeur : *"Nous devons (...) réformer [nos] pensées et redevenir des hommes nouveaux"* (p. 34). Cette scène se reproduira les jours suivants : *"Tout au début, pas plus de cinq jours après mon arrestation, Loo et les autres m'avaient initié à mon premier 'examen de conscience hebdomadaire' au cours duquel chacun d'entre nous promettait de se montrer accommodant avec ses camarades de prison, coopératif avec les interrogateurs et confiant dans le gouvernement"* (p. 50). La vie en prison est en outre rythmée par les séances d'études collectives quotidiennes avec lecture et commentaires d'un extrait du *Quotidien du peuple* ou encore des discussions *ad hoc* lorsque surviennent des événements particuliers. Ce qu'on appelle "l'Épreuve" est le complément de ces réunions d'études : *"C'est une invention spécifiquement chinoise, qui combine l'intimidation, l'humiliation, et l'épuisement pur et simple du prisonnier. Décrivons-la brièvement : il s'agit de sévices intellectuels exercés collectivement contre un seul homme par de nombreux autres, parfois des milliers, sévices contre lesquels la victime n'a aucun moyen de défense, pas même la vérité"* (p. 62). Cette "Epreuve" a pour but de changer la personne dans sa nature profonde et dans sa vision du monde : *"En Chine, la pensée compte autant que l'acte et l'Épreuve est une des armes les plus efficaces pour aller fouiner dans l'esprit de quelqu'un afin de contrôler ses pensées"* (p. 65). Ces réunions ne sont pas vaines et produisent leur effet. Pasqualini raconte aussi la première représentation théâtrale à laquelle il a assisté en prison. Nouvel avatar de la stratégie de persuasion des autorités chinoises, cette représentation avait été pensée pour motiver les prisonniers à aller dans un camp de travail en Mandchourie. Selon l'auteur, comme à la fin du spectacle, tous les prisonniers présents souhaitaient aller en Mandchourie, c'est qu'il *"avait produit exactement l'effet désiré"* (p. 140). Concernant les sanctions, celles délivrées habituellement sont tellement disproportionnées et Pasqualini tellement conditionné qu'il considère la peine de 12 ans de prison qui lui est infligée comme une faveur qui lui est faite : *"Longue vie à Mao, pensai-je. J'aurais pu être condamné à perpétuité, ou à vingt ans, et on ne m'en donnait que douze. Quel soulagement ! Je crois qu'à cet instant j'ai réellement aimé Mao, sa police et le Tribunal populaire"* (p. 105). Ensuite, transféré d'une prison à une autre, habitué aux brimades et aux humiliations, il ressent la plus petite marque de sollicitude comme une faveur.

Enfin, dans le processus d'endoctrinement des prisonniers, tout est parfaitement orchestré selon un rite précis avec des paroles de circonstances comme lors d'un office religieux. En témoigne ce passage dans lequel apparaît clairement la dimension religieuse de la formation idéologique que reçoivent les prisonniers (et l'ensemble de la population) : *"Le gardien (...) nous rappela que nous devions nous considérer non pas comme des prisonniers mais comme des ouvriers en train de construire le nouvel Etat socialiste. Si nous étions les ouvriers, il était assurément le prêtre-ouvrier. Impossible d'éviter l'analogie. Chao et les millions d'apôtres inconnus qui lui ressemblent constituent la colonne vertébrale du régime chinois actuel"* (pp. 149-50). On retrouve aussi des termes appartenant au champ lexical de la religion (*"sois franc et sincère"*, *"salut"*, *"expiation des fautes"*, pp. 34-5). Comme lors d'un rite, même la façon de se rendre aux interrogatoires est réglée, cadencée avec une insistance sur la gestuelle : *"Marche d'un pas vif quand on viendra te chercher. Sois rapide et empressé- il ne faut pas faire attendre tes gardiens. Quand tu seras sorti, tu avanceras à vive allure, la tête baissée. Garde les yeux fixés sur le sol et n'essaie pas de regarder en avant ni sur les côtés; le garde t'indiquera l'itinéraire et te diras quand il faut tourner"* (p. 34). Les prisonniers doivent être soumis corps et âme -au sens propre- au Parti, à la cause socialiste. On le voit bien lorsque, dans sa description des réunions d'études, Pasqualini utilise à nouveau régulièrement des termes appartenant au champ lexical de la religion pour désigner leur attitude : "péchés", "repentant", "confession", "repentir", "liturgique", "pénitence". La rhétorique religieuse réapparaît plus loin avec l'usage du terme *"catéchisme"* (p. 156). Dans le même temps, il

rappelle le témoignage d'un religieux qui explique les stratagèmes du PCC pour se débarrasser de l'Église, comme si le PCC voulait remplacer une religion par une autre.

6. Une régulation économique par les valeurs

La persuasion et l'éducation furent aussi utilisées pour administrer la force de travail. Le but d'une telle méthode de régulation n'est alors pas uniquement de rendre les individus dociles. Il est aussi d'amener le pays à réaliser ses ambitions grâce à une mobilisation volontaire derrière une idéologie. Ce faisant, on cherchait à substituer des incitations morales et idéologiques aux incitations habituellement évoquées par la théorie économique (telles que la rémunération monétaire). Elles apparaissent clairement lors du Grand Bond en avant (1958-61).

Le Grand Bond en avant consiste en une volonté de "forcer" la croissance économique. János Kornai (1972) a justement appelé qualifié ce type de régime de croissance de "croissance forcée" par opposition à une croissance plus "harmonieuse". Les autorités socialistes tentent de générer la croissance économique la plus rapide et la plus élevée possible. Pour cela, il faut alors accélérer le rythme de production de quelque façon que ce soit sans considération ni pour la qualité ni pour autre chose. C'est l'objectif que s'est fixé le Grand Bond. La croissance accélérée s'appuie sur une épargne "forcée" pour obtenir un saut dans la croissance économique. Cette épargne consécutive à une baisse de la consommation doit alors permettre de générer une sorte d' "accumulation primitive" du capital. Ceci suppose des sacrifices, un ajournement de la consommation et l'omission dans certains domaines du développement. De ce fait, le Grand Bond renvoie aussi à l'action collective et à la nécessité de surmonter le paradoxe d'Olson.

Selon la forme de propriété dominante, on peut distinguer deux façons d'accélérer la croissance. En présence d'un régime de propriété privée, on peut s'assurer la coopération de la population et décourager les attitudes type passager clandestin de deux façons : par la coercition et en permettant l'émergence d'un groupe de soutien, autrement dit d'un groupe social profitant de ce nouveau régime. Dans ce cas, l'intérêt matériel est l'aiguillon de la vie économique. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les réformes économiques dans la Chine contemporaine. En définissant le socialisme, non comme ayant trait à la propriété des moyens de production ou encore par rapport au bien-être et à l'Etat social, mais comme le fait de s'enrichir, Deng ouvrait la voie à une telle évolution. Dans son esprit, si une fraction de la population s'enrichit, alors graduellement le reste des Chinois s'enrichira aussi (Qian & Wu, 2005). Il faut juste tolérer un accroissement des inégalités dans les premières phases de la réforme avant leur résorption (Kuznets, 1955). En revanche, lorsque la propriété publique est dominante, comme en URSS ou en Chine maoïste, la possibilité d'embourgeoisement d'une fraction de la population est bien évidemment exclue d'emblée. Dans ce cas, les deux méthodes privilégiées par le pouvoir politique sont la coercition et l'endoctrinement.

Le lancement officiel du Grand Bond en mai 1958 n'a fait qu'entériner une politique déjà à l'œuvre depuis déjà plusieurs mois. Un premier mouvement de collectivisation avait en effet déjà eu lieu en 1955-56. Dès le mois de juillet 1955, Mao préconisait l'accélération de la mise en place des coopératives agricoles. À la fin de l'année 1956, la quasi-totalité des 120 millions de foyers paysans est intégrée au sein de coopératives. Il est très important de prendre en compte ce premier mouvement. En étendant les pouvoirs des cadres du Parti et en permettant une autorité directe et quotidienne sur les paysans, il est venu renforcer la coordination administrative de l'activité économique en Chine¹. Domenach et Richer (1987) relient ce

¹ Ayant voulu éradiquer le marché, le mode de coordination prévalant dans l'économie chinoise se retrouvait alors être de nature bureaucratique. Autrement dit, l'allocation des ressources dans l'économie chinoise se faisait

mouvement à ce qu'ils appellent le "Premier Bond" qui va d'ailleurs échouer. Après le premier plan quinquennal (1953-57) et toujours dans l'optique de la construction du socialisme, le Grand Bond en avant définissait les grandes lignes du second, le plan de 1958-62. Dans ce cadre, la Chine avait choisi de "marcher sur ses deux jambes" en développant simultanément l'industrie et l'agriculture. Lors du lancement du Grand Bond, le slogan en vigueur était "Rattraper l'Angleterre en 15 ans". Mais, comment un pays pauvre, arriéré et qui sortait péniblement de trois décennies de guerre civile pouvait-il prétendre rattraper une des premières puissances industrielles mondiales? C'est là qu'interviennent les incitations idéologiques. La stimulation politique et idéologique des masses (*via* la mobilisation et l'endoctrinement des zones rurales ainsi que la subordination de l'individu à la cause socialiste) devait alors permettre de pallier le manque de capital. Ces incitations idéologiques constituaient en outre une réponse au problème du passager clandestin. La croyance en la supériorité du socialisme devait permettre l'émulation des travailleurs. Celle-ci, canalisée par le biais de la planification, et accompagnée d'un réaménagement de la structure organisationnelle, à travers notamment la décentralisation bureaucratique et la naissance des communes populaires, permettrait alors une augmentation significative de la production et donc de la croissance. C'est pourquoi à la fin de l'année 1958, 750 000 coopératives agricoles furent regroupées en 23 500 communes, composées en moyenne de 5 000 familles ou 22 000 personnes. Chaque commune avait le contrôle des moyens de production et était indépendante des autres. En regroupant plusieurs milliers de familles, les communes populaires cherchaient à organiser la production et la consommation sur une base coopérative en diluant les familles (organisation de base de la Chine traditionnelle) dans la communauté. Il s'agissait de substituer aux anciennes identités familiales une nouvelle identité prolétarienne qui devait fédérer tous les Chinois et permettre le succès et la pérennité de la Révolution.

Les objectifs fixés sont irréalistes. L'Assemblée nationale populaire propose en février 1958 l'objectif d'une augmentation de 18% pour l'électricité, de 17% pour le charbon, de 19% pour l'acier. La surenchère est particulièrement visible pour ce dernier : l'objectif de production passe de 6,2 millions de tonnes en février à 7 millions en mars, 8 millions en mai et 10,7 millions en août de la même année (Roux, 1983 : 273-4). Suite à cette politique, plus de 30 millions de personnes moururent d'inanition en seulement trois ans (de 1958-61). Les causes sont multiples. L'agriculture ayant été délaissée, il est normal que le niveau de la production agricole chute et qu'elle puisse être insuffisante. Par ailleurs, pour des raisons idéologiques, le niveau des récoltes était largement surestimé. Par conséquent, les impôts étaient donc eux aussi beaucoup trop élevés eu égard aux véritables chiffres de la production agricole. Les impôts étant payés en nature, les réserves paysannes diminuèrent, ce qui a alimenté la crise et nourri la famine. Cette période fut aussi marquée par des catastrophes naturelles. Tous ces facteurs ont contribué à cette catastrophe humaine¹.

Conclusion

Dans cet article, l'accent fut particulièrement mis sur l'idéologie comme force cohésive de l'ordre maoïste en formation. Néanmoins, ce dernier ne peut être évoqué indépendamment des efforts de coercition et d'intéressement qui lui ont aussi permis de se former et de se maintenir. Quoique solutions imparfaites, ces trois méthodes de contrôle social permettent

principalement *via* la redistribution opérée par les instances centrales du pays par le biais d'un plan et pas par le marché. Voir Kornai (1984) pour un exposé détaillé et une illustration des quatre mécanismes de coordination les plus souvent opérant dans une économie.

¹ Pour un exposé plus détaillé des causes de la famine consécutive au Grand Bond en avant, voir l'étude de Lin et Yang (1998).

néanmoins de prémunir le groupe des vellétés opportunistes et volontés d'obstruction de certains de ses membres. Moyennant un effort de propagande et d'éducation, le maoïsme fut utilisé comme base de la coopération entre des organisations telles que l'armée ou le PCC et la population civile. C'est ainsi que le PCC a pu demeurer au pouvoir et que furent rendues possibles certaines initiatives telles que le Grand Bond en avant. Les choses ont quelque peu changé depuis la mort de Mao en 1976 et la prise de pouvoir de Deng Xiao Ping. Le pays connaît dès lors un changement graduel d'orientation économique. Une importance moindre est accordée à l'idéologie maoïste ou plutôt cette dernière est phagocytée par la mentalité capitaliste. Les réformes ont entraîné l'émergence d'une nouvelle bourgeoisie qui a profité des nouvelles opportunités qui lui étaient offertes. Devenu coquille vide, le maoïsme n'est plus brandi que comme étendard d'un PCC craignant de devoir affronter une concurrence politique s'il devait l'abandonner. Comme le prouve la répression tibétaine du printemps 2008, il n'a en effet pas renoncé à la coercition.

Bibliographie

- Arendt H. (1951)[2002], *The Origins of Totalitarianism*, vol. 3, *Totalitarianism*, trad. fr., *Les origines du totalitarisme*, vol. 3., *Le totalitarisme*, Paris : Gallimard, coll. Quarto.
- Bajoit G. (1988), "Exit, voice, loyalty... and apathy. Les réactions individuelles au mécontentement", *Revue française de sociologie*, 29 (2) : 235-45.
- Domenach J.-L. & Richer P. (1987), *La Chine 1949-1985*, Paris : Imprimerie nationale, coll. Notre Siècle.
- El Karouni I. (2007), *L'économie chinoise depuis 1978. Genèse et manifestations du changement institutionnel*, Thèse de doctorat de sciences économiques, Université Paris 8.
- Ellul J. (1962)[1990], *Propagandes*, Economica, coll. Classiques des Sciences Sociales.
- Greif A. (1994), "Cultural Beliefs and the Organization of Society: A Historical and Theoretical Reflection on Collectivist and Individualist Societies", *Journal of Political Economy*, 102 (5): 912-50.
- He Yong (1992), "An Economic Approach to Communist Regimes", *Kyklos*, 45 (3): 393-406.
- Hirschman A.O. (1970)[1995], *Exit, Voice and Loyalty*, Cambridge Mass: Harvard University Press, trad. fr., *Défection et prise de parole*, Paris : Fayard, coll. L'espace du politique.
- Hirschman A. (1974), "Exit, Voice and Loyalty: further reflections and a survey of recent contributions", *Social Science Information*, 13 (1): 7-26.
- Kornai J. (1972), *Rush vs Harmonic Growth*, Amsterdam, North-Holland.
- Kornai J. (1984), "Bureaucratic and market coordination", *Osteuropa Wirtschaft*, 29(4) : 306-19.
- Kornai J. (2000), "What the Change of System From Socialism to Capitalism Does and Does Not Mean", *Journal of Economic Perspectives*, 14 (1): 27-42.
- Kuznets S. (1955), "Economic Growth and Income Inequality", *American Economic Review*, 45 (1): 1-28.
- Lénine (1902) [1966], *Que faire ?*, Paris : éd. du Seuil.
- Lin J.Y. & Yang D.T. (1998), "On the Causes of China's Agricultural Crisis and the Great Leap Famine", *China Economic Review*, 9 (2): 125-40.
- Lindblom C. (1977), *Politics and Markets. The World's Political Economic Systems*, New York, Basic Books.

- Mao T.T. (1927), "Rapport sur l'enquête menée dans la province du Hounan à propos du mouvement paysan", Mars, repris in Mao, 1955 : 23-67.
- Mao T.T. (1929), "L'élimination des conceptions erronées dans le parti", Décembre, repris in Mao, 1955 : 122-135.
- Mao T.T. (1942), "Interventions à la conférence sur les problèmes de la littérature et de l'art tenue à Yen-an", reprises in Mao, 1959 : 76-113.
- Mao T.T. (1944), "Le front uni dans le travail culturel", repris in Mao, 1959 : 271-3.
- Mao T.T. (1955), *Œuvres choisies, tome 1 : 1926-1937*, Paris : éd. sociales.
- Mao T.T. (1958), "Introducing a co-operative", *Peking Review*, 15: 6, 10 juin (initialement publié en chinois dans *Hongqi*, 1 (1): 3-4).
- Mao T.T. (1959), *Œuvres choisies, tome 4 : 1941-1945*, Paris : éd. sociales.
- Marx K. (1845)[1974], *Thèses sur Feuerbach* suivies de *L'idéologie allemande*, Paris : Editions sociales.
- Marx K. (1847)[1977], *Misère de la philosophie*, Paris : Editions sociales.
- Marx K. (1859) [1972], *Contribution à la critique de l'économie politique*, éditions sociales.
- Morin E. (1991), *La méthode. Vol. 4, Les idées. Leur habitat, leur vie, leurs moeurs, leur organisation*, éd. du Seuil, coll. Points, série Essais.
- North D.C. (1981), *Structure and Change in Economic History*, W.W. Norton & Company Inc., New-York, London.
- Olson M. (1965)[1978], *The Logic of Collective Action. Public Goods and the Theory of Groups*, Harvard University Press: Cambridge-Massachusetts/London-England, trad. fr., *Logique de l'action collective*, Paris : PUF.
- Pasqualini J. & Chelminiski R. (1973)[1975], *Prisoner of Mao*, Coward, McCann & Geoghegan, trad. fr., *Prisonnier de Mao*, Gallimard.
- Qian Y., Wu J. (2005), "Transformation in China", Communication au 14^e congrès de l'*International Economic Association*, Marrakech, Maroc, 31 août, 48 p.
- Robinson J. (1962)[1967], *Economic Philosophy*, C.A. Watts & Co. Ltd., trad. fr., *Philosophie économique*, éd. Gallimard.
- Roux A. (1983), *La Chine populaire, tome 1 : les fondations du socialisme chinois (1949-1966)*, Paris : éd. Sciences sociales.
- Schurmann F. (1966)[1968], *Ideology and Organization in Communist China*, Berkeley: University of California Press, 2nd ed.
- Vahabi M. (2004), *The Political Economy of Destructive Power*, Edward Elgar, Cheltenham-UK.
- Weber M. (1919)[1963], *Le savant et le politique*, trad. fr. de "Wissenschaft als Beruf" et de "Politik als Beruf", éd. 10/18.